



Cabinet Huglo Lepage & Associés

Lettre d'information Juin 2015

Editorial

Vers le renforcement d'une politique pénale adaptée aux enjeux environnementaux, par Marie-Pierre MAITRE, avocate associée, co-gérante.

Si les condamnations pénales en droit de l'environnement sont toujours plus nombreuses (7016 en 2011, 7687 en 2012, 8159 en 2013), le traitement judiciaire que la France réserve aux atteintes à l'environnement est critiqué et critiquable : manque de coordination entre les parquets et l'administration, manque de formation des parquets face à un droit éminemment technique, disparité de traitement d'une affaire à l'autre....

C'est dans ce contexte que la Garde des Sceaux a diffusé aux parquets, une circulaire sur « les orientations de la politique pénale en matière d'atteintes à l'environnement ».

Afin de renforcer l'efficacité des parquets, la circulaire préconise la désignation d'un magistrat référent en environnement qui sera « l'interlocuteur privilégié » de l'administration et nouera un dialogue utile à la connaissance des enjeux environnementaux locaux avec les associations agréées de protection de l'environnement.

En outre, la circulaire invite les magistrats à poursuivre systématiquement en cas de dommage grave ou irréversible à l'environnement et à rechercher en priorité la remise en état.

Toutefois, en vue d'une réponse pénale graduée, entre le classement sans suite et l'engagement des poursuites, l'alternative aux poursuites constitue une troisième voie possible.

Dans ce cadre, la transaction avec l'administration devrait être amenée à se développer, renforçant ainsi les pouvoirs d'une administration qui dispose déjà, depuis l'ordonnance du 11 janvier 2012, de la possibilité d'ordonner le paiement d'amendes (administratives) et d'astreintes journalières.

Ils ont dit ... Ils ont fait

Nous avons écrit

Dans ce numéro

Ils ont dit... ils ont fait

Focus

- Energie/transport
- Santé/ gestion des risques
- Marchés et contrats/ Droit de l'urbanisme
- Droit de l'environnement

La jurisprudence avance

L'agenda du mois

Nous faisons



"Modification d'une ICPE : apprécier la nécessité d'une nouvelle autorisation", Revue Energie, Environnement, Infrastructures Avril 2015.



"Opérations standardisées d'économie d'énergie, 20 nouvelles fiches CEE disponibles". Revue Energie, Environnement, Infrastructures Mai 2015.



L'école des métiers de l'environnement (Membre de la Conférence des Grandes Ecoles) a demandé à Gwendoline PAUL d'enseigner le droit de l'environnement dans le cadre du cursus ingénieur.



"Eolien, exemple jurisprudentiel d'annulation par le juge d'appel de jugements ayant annulé en première instance les permis de construire un parc de 24 machines". Revue Energie, Environnement, Infrastructures Avril 2015.

"Précisions sur le périmètre des prestations de tiers-financement pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique dans les logements" Revue Energie, Environnement, Infrastructures Mai 2015.



"Droits fondamentaux et développement durable : libres propos sur la circulaire d'orientations de politique pénale en matière d'atteintes à l'environnement du 21 avril 2015." Revue Energie, Environnement, Infrastructures, Juin 2015.

Le cabinet Huglo Lepage & Associés distingué une nouvelle fois lors des palmarès des avocats organisés par le Monde du Droit :

Le cabinet remporte le trophée d'argent en droit de l'environnement.



Entretien avec Corinne Lepage : "la réglementation est aux mains des grandes entreprises pour verrouiller le marché" Actu-environnement 15 juin 2015



"Economie circulaire : où en est-on?". Revue Energie, Environnement, Infrastructures, juin 2015.



Entretien avec Christian Huglo : "crimes environnementaux ; jusqu'à 15 ans de prison pour les pollueurs italiens" Novethic 12 juin 2015

Nouveautés



Le cabinet Huglo Lepage & Associés a le plaisir de vous annoncer la nomination d'une de ses associées, Maître **Marie-Pierre Maître**, au CSPRT (Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques) dans la catégorie des personnes choisies en raison de leurs

compétences sur les sujets énumérés à l'article D. 510-1 du Code de l'environnement. « Le Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques assiste les ministres chargés des installations classées pour la protection de l'environnement, de la sûreté nucléaire et de la sécurité industrielle. Le Conseil supérieur donne son avis dans tous les cas où la loi ou les règlements l'exigent, notamment sur les projets de décrets prévus au III de l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire. Ses avis sont, le cas échéant, joints aux projets soumis pour avis à l'Autorité de sûreté nucléaire. Il étudie tout projet de réglementation ou toute question relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, aux installations nucléaires de base, aux canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, aux canalisations de distribution de gaz ainsi qu'à la sécurité des installations d'utilisation des gaz combustibles que les ministres chargés de ces sujets ou que l'Autorité de sûreté nucléaire, s'agissant de questions relatives aux installations nucléaires de base, jugent utile de lui soumettre. »



Le cabinet Huglo Lepage & Associés en la personne de Maître **Christian Huglo**, avocat associé fondateur, a participé en tant qu'expert à la commission présidée par Alain Richard chargée d'un rapport sur la démocratie participative commandé par le ministère de l'écologie. Ce rapport a été présenté le 3 juin dernier à la Ministre. En tant que membre de la commission, Christian Huglo a défendu les intérêts des citoyens à pouvoir s'exprimer et participer y compris par des propositions de projets. Il a également défendu le respect du droit des générations futures

Focus



Energie

Le développement de l'autoconsommation et de l'autoproduction des EnR, par Adrien FOURMON, avocat associé

Il convient d'identifier les enjeux et opportunités, ainsi que les défis liés aux mécanismes d'autoproduction et d'autoconsommation de l'électricité renouvelable.

L'autoproduction consiste à produire tout ou partie de la consommation d'énergie sur un site où a lieu cette consommation, notion associée à l'autoconsommation, qui désigne quant à elle le fait de consommer tout ou partie de la production d'énergie sur le site où elle est produite (et éventuellement, stockée).

Le fait de produire sa propre énergie constituant un acte citoyen, étape clé pour s'inscrire dans une démarche responsable visant à atteindre une plus grande indépendance économique.

En décembre 2014, un Rapport sur l'autoconsommation et l'autoproduction de l'électricité renouvelable, focalisé principalement sur le secteur de l'électricité photovoltaïque, synthétise l'ensemble des constats et propositions formulés par le groupe de travail national sur l'autoconsommation et l'autoproduction de l'électricité renouvelable, constitué fin 2013 sous l'égide du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Trois observations importantes peuvent être notées :

- La mise en place d'un dispositif favorisant le développement du modèle autoconsommation/autoproduction devrait principalement concerner des territoires au sein desquels les profils de consommation et de production s'avèrent particulièrement synchrones, (bâtiments collectifs qualifiés « d'îlots urbains », zones interconnectées, et plus largement, l'ensemble des sites appartenant aux secteurs tertiaire et industriel) ;

- Le financement du modèle autoconsommation/autoproduction étant assis sur le cumul des revenus de la facture TTC économisée, ainsi que sur les revenus tirés de la vente des excédents de production à un agrégateur ou à un acheteur obligé, une rémunération complémentaire permettant le financement d'un tel modèle apparaît nécessaire afin de pallier aux situations

défavorables dans lesquelles ces deux types de revenus ne seraient pas suffisants pour couvrir les coûts de production de l'électricité ;

- L'autoconsommation/autoproduction présente des opportunités de réduction des coûts du réseau électrique, du fait de l'amélioration escomptée de l'intégration des énergies renouvelables décentralisées au réseau. L'autoconsommation de l'électricité renouvelable continue de prendre son essor grâce à la mise en place d'un dispositif favorisant le développement de ce modèle de production dans le secteur de l'énergie solaire photovoltaïque.

Tel est le cas du récent appel à projet lancé par la Région Languedoc-Roussillon et l'ADEME, dans le cadre du programme régional PROMETHEE, qui a pour objectif de faire émerger des projets exemplaires d'installations photovoltaïques en autoconsommation, à court terme (démarrage des travaux sous 12 mois, livraison au plus tard sous 24 mois).

Deux modèles d'autoconsommation y seront soutenus :

- L'injection gratuite ou autoconsommation totale : la part d'électricité produite non auto-consommée est injectée sur le réseau à titre gratuit,

- La vente du surplus : la part d'électricité produite non auto-consommée est injectée sur le réseau et vendue. On y retrouve quelques définitions utiles :
 - Taux d'auto-consommation = Production consommée sur le site / Production totale.
 - Taux de couverture ou « autoproduction » = Production consommée sur le site / Consommation totale.
 - Taux de puissance injectée = puissance maximum injectée sur le réseau / puissance nominale de l'installation.



Droit de l'urbanisme

Permis de construire et étude d'impact, par Gwendoline PAUL, avocate associée

Le permis de construire a pour objet de vérifier que les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords (article L.421-6 du code de l'urbanisme).

Aux termes de l'article R.431-16 du code de l'urbanisme, relatif à certaines pièces complémentaires qui doivent être jointes à la demande de permis de construire en fonction de la situation ou de la nature du projet : "Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend en outre, selon les cas : a) L'étude d'impact, lorsqu'elle est prévue en application du code de l'environnement."

Selon le Conseil d'Etat, **l'obligation de joindre l'étude d'impact au dossier de demande de permis de construire prévue par l'article précité ne concerne que les cas où l'étude d'impact est exigée en vertu des dispositions du code de l'environnement pour des projets soumis à autorisation en application du code de l'urbanisme** (CE, 25 févr.2015, n°367335)



Droit de l'environnement

Nouveau devoir de vigilance des sociétés-mères, par Marie-Pierre MAITRE, avocate, associée, co-gérante.

La proposition de loi concernant le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre a été adoptée en première lecture à l'Assemblée Nationale. L'objectif est très louable, il s'agit d'éviter que des drames terribles, tels celui du Rana Plaza qui a coûté la vie, en avril 2013, à plus d'un millier de salariés, ne se renouvellent.

Pour se faire, la France veut instaurer une obligation de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre à l'égard de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs.

C'est dans ce contexte, qu'une proposition de loi prévoit pour les très grandes sociétés (celles employant au moins 5 000 salariés en leur sein et dans leur filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou au moins 10 000 salariés en leur sein et dans leur filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger), l'obligation de réaliser un plan de vigilance.

Ce plan devra concerner l'environnement, le social, les droits de l'homme mais également la lutte contre la corruption en prévoyant des procédures de prévention de ces risques. Les modalités de présentation et d'application de ce plan seront précisées par décret. Des sanctions sont également prévues en cas de non-respect de cette obligation.

D'une part, une amende civile pouvant atteindre 10 millions d'euros, pourra sanctionner une société qui refuse de mettre en place et d'appliquer un plan de vigilance.

D'autre part, la méconnaissance par une société de son devoir de vigilance pourra être invoquée devant le juge à l'appui d'une action en réparation fondée sur le régime de la responsabilité civile de droit commun. Enfin, une publicité sanction est envisagée.

L'Etat Français se veut, une nouvelle fois, précurseur, en instaurant une loi qui pourtant ne devrait pas toucher plus de 130 sociétés qui devront élaborer un document de plus, appelé plan de vigilance, dont l'utilité n'est pas évidente d'autant que le périmètre et le contenu sont mal définis. Quant au système de responsabilité envisagé, il ne peut que laisser perplexe.

Dès lors, si la promotion des exigences de responsabilité sociétale ne peut qu'être souhaitée, n'est-il pas plus simple de la développer dans le cadre de la RSE sans intégrer une strate supplémentaire dans nos codes, à l'heure où le souhait de tous est la simplification de notre droit.

Agenda du mois

28 Mai 2015 : EVER Monaco (Forum Grimaldi) :

"Ecomobilité et transport électrique, autoconsommation et autoproduction d'EnR"- Adrien FOURMON.

28 Mai 2015 : DII : "Les biocides" - Marie-Pierre MAITRE/ Blandine BERGER.

28 et 29 Mai 2015 : EFE : "Santé sécurité au travail"- Marie-Pierre MAITRE/ Elise MERLANT.

1er Juin 2015 : ELEGIA : "Sites et sols pollués" - Marie-Pierre MAITRE.

2 et 3 Juin 2015 : IFORE : "Formation des inspecteurs des installations classées sur les déchets"- Marie-Pierre MAITRE.

9 Juin 2015 : AG Cosmebio : "les enjeux de la nouvelle

Site internet : [Site internet](#)

www.huglo-lepage.com

Blog : [Blog](#)

<http://blog.huglo-lepage.com>

Twitter : [!\[\]\(7bc43b319a082987e20f7bf78f4bab80_img.jpg\) Twitter](#)

@CabHugloLepage

Paris :

81 rue de Monceau 75008 Paris

paris@huglo-lepage.com

Rennes :

19 rue Hoche 35000 Rennes

rennes@huglo-lepage.com

Bruxelles :

80 avenue de Visé 1170

Bruxelles- Belgique

bruxelles@huglo-lepage.com

Contacts Newsletter:

Gwendoline PAUL

01 56 59 29 40

02 99 38 15 47

gwendoline.paul@huglo-lepage.com

Coralie BANCELIN

01 56 59 29 56

coralie.bancelin@huglo-lepage.com

économie et émergence de nouveaux risques en matière de santé-environnement : l'exemple des perturbateurs endocriniens" - Corinne LEPAGE/ Adrien FOURMON.

11 et 12 Juin 2015 : Ecole des Ponts : "le droit des ICPE"- Maire-Pierre MAITRE.

11 et 12 Juin 2015 : EFE : "Santé et sécurité au travail" - Marie-Pierre MAITRE.

12 Juin 2015 : Lexposia Bruxelles : Salon Européen des professionnels du droit : "Les leviers de la compétitivité et de la croissance en Europe : quel type de croissance pour l'Union Européenne?" - Corinne LEPAGE.

17 Juin 2015 : ELEGIA : "L'actualité du droit de l'environnement" - Marie-Pierre MAITRE/ Elise MERLANT.

17 Juin 2015 : Petit déjeuner Huglo Lepage & Associés : "La loi ALUR : décryptage des modifications profondes de très nombreuses dispositions de droit de l'urbanisme et de droit de l'environnement"- Alexandre MOUSTARDIER/ François BRAUD/ Adrien FOURMON.

19 Juin 2015 : Petit déjeuner Huglo Lepage & Club ESSEC Développement Durable : "Santé - Environnement : étiquetage & allégations, ce qui va changer"- Corinne LEPAGE/ Violaine CHAUMONT (Présidente de RNI Conseil)/ Adrien FOURMON .

24 Juin 2015 : ICH Business Club : "la transition énergétique" - Corinne LEPAGE/ Christian HUGLO.

24 ET 25 Juin 2015 : Fondation Edouard Bonnefous : "L'environnement et ses métamorphoses"- Christian HUGLO.

26 Juin 2015 : Colloque UPDS/ CDAE : "Loi ALUR et sites pollués : retour sur les décrets d'application de l'article 173" - Christian HUGLO.



[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)